



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la société TotalEnergies Marketing France à  
LESPINASSE**

2008

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment son titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier ses articles L. 181-14, L. 515-39, R. 181-45 et R.515- 98 ;

Vu l'avis ministériel du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut seveso seuil haut paru au bulletin officiel du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 10 mars 2017 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 134 du 05 août 1998, modifié et complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 10 du 08 février 2021, autorisant la société Total Raffinage Distribution S.A, devenue la société Total Raffinage Marketing puis TotalEnergies Marketing France, à exploiter un dépôt d'hydrocarbures sur le territoire de la commune de Lospinasse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 avril 2012 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques autour de la société Total Raffinage Marketing sur le territoire des communes de Lospinasse, Bruguères et Saint-Jory ;

Vu l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE ;

Vu la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

Vu le réexamen de l'étude de dangers du dépôt d'hydrocarbures TotalEnergies Marketing France implanté à Lespinasse, comportant une notice de réexamen, transmise le 03 novembre 2021 et une étude de dangers révisée transmise le 21 décembre 2021 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 9 mars 2022 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans la séance du 12 mai 2022 ;

Considérant que la société TotalEnergies Marketing France a remis un réexamen quinquennal de son étude de dangers conformément à l'article R. 515-98 du code de l'environnement et que ce réexamen conclut à la nécessité de réviser l'étude de dangers ;

Considérant que l'étude de dangers révisée contient les éléments suffisants pour répondre aux exigences réglementaires et permettre l'appréciation du caractère approprié des mesures de maîtrises des risques du site, de l'acceptabilité des risques générés, et de l'analyse de la compatibilité du site avec son environnement, compte tenu des mesures de maîtrise des risques du site et des mesures prises par les pouvoirs publics ;

Considérant que le caractère approprié des points précités est valide en tenant compte de la proposition de TotalEnergies Marketing France de réaliser des travaux pour maîtriser le confinement d'une éventuelle fuite hors rétention, et de mettre en place une nouvelle mesure de maîtrise des risque ;

Considérant, qu'il convient d'encadrer le délai de réalisation des travaux pour maîtriser le confinement d'une éventuelle fuite hors rétention, et de mise en place d'une nouvelle mesure de maîtrise des risque ;

Considérant, par ailleurs, qu'il convient de fixer l'échéance du réexamen quinquennal de l'étude de dangers et de prescrire des éléments à fournir lors de ce réexamen ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société TotalEnergies Marketing France le 29 juin 2022 ;

Considérant les observations présentées par le demandeur sur le projet d'arrêté par courrier du 11 juillet 2022 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>** – Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société TotalEnergies Marketing France, au 5 chemin du champ de Bousquet, 31150 Lespinasse, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Ces dispositions sont prescrites en complément des prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral du 05 août 1998 modifié et complété susvisé.

**Art. 2. – Autorisation d'exploiter**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 08 février 2021 susvisé sont remplacées par le texte suivant :

« La société TotalEnergies Marketing France est autorisée à exploiter à Lespinasse, sous réserve de l'observation des prescriptions techniques annexées au présent arrêté, les installations suivantes :

Rubrique	Activité classée	Caractéristiques de l'installation	Régime
47XX	Rubrique nommément désignée	Voir annexe « Informations sensibles - Non communicable au public »	Autorisation
1434-2	Installation de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation Seuil : n/a	Postes de chargement camions : Débit total 4420 m <sup>3</sup> /h Débit équivalent 2150 m <sup>3</sup> /h  Un ensemble de dépotage wagons composé de deux voies	Autorisation
4331-2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Voir annexe « Informations sensibles - Non communicable au public »	Enregistrement
1436-2	stockage ou emploi de Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), à l'exception des boissons alcoolisées  (1) A l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.  La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Additifs : 130 tonnes	Déclaration
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Voir annexe « Informations sensibles - Non communicable au public »	Déclaration
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Voir annexe « Informations sensibles - Non communicable au public »	Déclaration

	Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t		
--	---	--	--

(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement

Les quantités maximales autorisées des rubriques 4XXX du tableau ci-dessus sont précisées à l'annexe A « Informations sensibles - Non communicable au public » du présent arrêté.

Au regard de l'article R. 511-10 du code de l'environnement, l'établissement a le statut SEVESO seuil haut par :

- dépassement direct du seuil pour la rubrique 47XX (Voir annexe « Informations sensibles - Non communicable au public ») ;
- application de la règle des cumuls :
  - 1,797 pour les dangers physiques ;
  - 2,111 pour les dangers pour l'environnement. »

### **Art. 3. – Conformité aux dossiers déposés**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans l'étude de dangers révisée susvisée transmise le 21 décembre 2021. En tout état de cause, elles respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **Art. 4. – Maîtrise des risques d'un épandage suite à une perte de confinement de tuyauteries d'hydrocarbures hors rétention**

Avant le 31 décembre 2022, l'exploitant procède aux travaux :

- nécessaires pour maîtriser le confinement d'un épandage suite à une perte de confinement de tuyauteries d'hydrocarbures hors rétention ;
- de mise en place de la mesure de maîtrise des risques décrite à l'annexe « informations sensibles – non communicables au public » du présent arrêté ;

afin de permettre au site de rester compatible avec son environnement et avec le périmètre et les mesures encadrées par le plan de prévention des risques technologiques approuvé par l'arrêté préfectoral du 3 avril 2012 susvisé.

### **Art. 5. – Plan d'Opération interne**

Avant le 31 décembre 2022, le POI est mis à jour.

La mise à jour du POI doit intégrer les conclusions de l'étude de dangers révisée susvisée.

### **Art. 6. – Etude de dangers [EDD]**

#### **Art. 6.1 – Mise à jour de l'étude de dangers**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 31 décembre 2022, une version dématérialisée et autoportante de son étude de dangers mise à jour suivant les conclusions de la notice de ré-examen susvisée.



## **Art. 6.2 – Réexamen de l'étude de dangers**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 515-98 du code de l'environnement et de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé, le prochain réexamen de l'étude de dangers est transmis au Préfet au plus tard le 03 novembre 2026.

### **a. Contenu et objectif du réexamen de l'EDD**

Dans le réexamen de son étude de dangers, en s'appuyant sur l'avis ministériel du 8 février 2017 susvisé, l'exploitant statue sur le caractère approprié

- des mesures de maîtrise des risques (MMR) de prévention ou de protection :
- x le caractère suffisant, l'efficacité, la fiabilité et la pérennité des MMR existantes ;
- x la possibilité et l'opportunité d'en mettre en place de nouvelles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus ;
- des conclusions de l'EDD ;
- de l'analyse de la compatibilité du site avec son environnement (enjeux humains existants) compte tenu des MMR et des mesures prises par les pouvoirs publics sur la base de l'EDD.

Si la validité d'un de ces points est remise en cause, l'exploitant procède à la révision de l'EDD, complète ou partielle en fonction des installations concernées.

À l'issue du réexamen de son étude de dangers, l'exploitant :

- s'assure que le site reste compatible avec son environnement compte tenu des mesures prises par l'exploitant (mesures de maîtrise des risques [MMR]) et des mesures prises par les pouvoirs publics sur la base de l'étude de dangers (plan particulier d'intervention [PPI], plan de prévention des risques technologiques [PPRT], servitudes d'utilité publique, porter à connaissance ...),
- identifie les améliorations possibles dans la maîtrise des risques technologiques.

### **b. Formalisme du réexamen de l'EDD**

L'exploitant formalise le passage en revue de l'ensemble des critères énumérés au point II de l'avis ministériel précité, sous la forme d'une notice de réexamen, dans laquelle il conclut sur la nécessité de réviser l'étude de dangers, de la mettre à jour ou alors sur l'absence d'éléments de nature à remettre en cause le contenu de la précédente version.

Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre.

En cas de révision, l'EDD révisée est jointe à la notice. Cette dernière décrit les modifications importantes apportées à l'occasion de la révision.

En l'absence de révision de l'EDD, si celle-ci a néanmoins été mise à jour, elle est jointe par l'exploitant à la notice de réexamen. Les modifications apportées sont identifiées (soit dans la notice, soit dans l'EDD mise à jour).

En cas de révision ou de mise à jour de l'EDD, l'exploitant examine les modifications à apporter au P.O.I, à sa politique de prévention des accidents majeurs (PPAM) et au SGS. L'ensemble de ces éléments est présenté dans la notice de réexamen.

Si aucun changement n'est apporté à l'EDD, seule la notice de réexamen est adressée par l'exploitant.

#### **Art. 7. – Modifications**

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à son mode d'exploitation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments des dossiers ou études déposées auprès de monsieur le préfet doit être portée avant sa réalisation à la connaissance de monsieur le préfet avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Le préfet peut demander une analyse critique d'éléments particuliers du dossier déposé, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Tout porter à connaissance se fait sous la forme d'une notice de réexamen en s'appuyant sur l'avis ministériel du 8 février 2017 susvisé.

Dès lors qu'une modification engendre l'apparition d'un nouveau phénomène dangereux situé en case MMR rang 2 dans la grille d'appréciation visée par la circulaire du 10 mai 2010 susvisée, l'exploitant fournit dans son dossier de porter à connaissance une étude technico-économique démontrant qu'il a mené sa démarche de réduction du risque à la source à un niveau aussi bas que possible dans des conditions économiquement acceptables.

**Art. 8. –** Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 9. –** Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

**Art. 10. –** Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

**Art. 11. –** Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Lespinasse et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Lespinasse pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

**Art. 12.** – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Lespinasse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société TotalEnergies Marketing France.

Fait à Toulouse, le

25 JUL. 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
la Secrétaire Générale Adjointe,  
la sous-préfète à la ville

Nathalie GUILLOT-JUIN

